



**TOGETHER**  
*for a sustainable future*

## OCCASION

This publication has been made available to the public on the occasion of the 50<sup>th</sup> anniversary of the United Nations Industrial Development Organisation.



**TOGETHER**  
*for a sustainable future*

## DISCLAIMER

This document has been produced without formal United Nations editing. The designations employed and the presentation of the material in this document do not imply the expression of any opinion whatsoever on the part of the Secretariat of the United Nations Industrial Development Organization (UNIDO) concerning the legal status of any country, territory, city or area or of its authorities, or concerning the delimitation of its frontiers or boundaries, or its economic system or degree of development. Designations such as “developed”, “industrialized” and “developing” are intended for statistical convenience and do not necessarily express a judgment about the stage reached by a particular country or area in the development process. Mention of firm names or commercial products does not constitute an endorsement by UNIDO.

## FAIR USE POLICY

Any part of this publication may be quoted and referenced for educational and research purposes without additional permission from UNIDO. However, those who make use of quoting and referencing this publication are requested to follow the Fair Use Policy of giving due credit to UNIDO.

## CONTACT

Please contact [publications@unido.org](mailto:publications@unido.org) for further information concerning UNIDO publications.

For more information about UNIDO, please visit us at [www.unido.org](http://www.unido.org)



ORGANISATION DES NATIONS UNIES  
POUR LE DEVELOPPEMENT INDUSTRIEL  
(ONUDI)



CENTRE REGIONAL AFRICAINE  
DE TECHNOLOGIE  
(CRAT)

---

**PROJET ONUDI - CRAT XA/RAF/96/645**

**RESEAU REGIONAL AFRICAINE SUR  
LE COMMERCE ET LES OPPORTUNITES  
D'AFFAIRES**

**AOUT 1997  
DAKAR - SENEGAL**

**RAPPORT FINAL**

## SOMMAIRE

	Pages
I. INTRODUCTION .....	1
II. TACHES ASSIGNEES AU CRAT .....	1
III. ACTIONS MENEES PAR LE CRAT .....	2
1. Identification des Institutions .....	2
2. Envoi de lettres d'informations et documentation afférentes au projet	2
3. Sélection des consultants nationaux .....	3
IV. RESULTATS OBTENUS .....	3
V. CONCLUSION .....	6
ANNEXES	

# ABREVIATIONS

AIA	:	Alliance pour l'Industrialisation de l'Afrique
CRAT	:	Centre Régional Africain de Technologie
CRDI	:	Centre de Recherches pour le Développement International
DDIA	:	Decennie du Développement Industriel de l'Afrique
ONUDI	:	Organisation des Nations Unies pour le Développement Industriel
PMA	:	Pays les Moins Avancés
PNUD	:	Programme des Nations Unies pour le Développement
RAINBO	:	Regional African Information Network for Business and Opportunities

## I. INTRODUCTION

Dans la perspective d'inventorier les sources d'informations industrielles et les services sur les valeurs ajoutées en Afrique et d'en créer un réseau d'information, une proposition a été faite au Centre Régional Africain de Technologie (CRAT), en Janvier 1997, par la Division de l'Information Industrielle de l'ONUDI-Vienne, notamment par l'intermédiaire de Mr. Hans PRUIM, pour collaborer avec l'ONUDI dans le cadre du projet XA/RAF/96/645 dénommé RAINBO (Regional African Information Network for Business and Opportunities).

L'objectif du projet RAINBO est d'évaluer les possibilités d'instituer en réseau les sources d'information existantes et les services sur les valeurs ajoutées de 18 pays africains, parmi les moins avancées (PMA) en vue :

- a. de satisfaire les besoins en information et sur la valeur ajoutée relative au monde des affaires dans ces pays ;
- b. d'ouvrir une fenêtre pour le commerce international et offrir les opportunités commerciales dans les pays (par exemple pour l'investissement, le transfert de technologie, l'import/export, le commerce, etc...).

En outre, l'étude diagnostic se propose de collecter des informations sur les ressources industrielles africaines existantes et sera exécutée par des Consultants commis par l'ONUDI. Les pays retenus sont : Angola, Benin, Burkina Faso, République Centrafricaine, République Démocratique du Congo (ex. Zaïre), Djibouti, Erythrée, Ethiopie, Gambie, Guinée, Lesotho, Madagascar, Malawi, Mali, Mozambique, Ouganda, Tchad, Togo.

## II. TACHES ASSIGNEES AU CRAT

Le CRAT était chargé des tâches suivantes :

### 1. Identifier les Institutions Affiliées aux Petites et Moyennes Entreprises dans Chacun des 18 Pays

Le Centre devra sélectionner, dans les pays concernés, les institutions ou organismes à vocation commerciale ou industrielle, les petites et moyennes entreprises, les chambres de commerce ou les institutions de recherche pouvant servir de Centre National d'Informations Industrielles pour le projet. Après la sélection des institutions ou entreprises appropriées, le Centre devra choisir, dans chaque pays, un Consultant National qui devra servir de coordonnateur national et qui travaillera de concert avec le Consultant International de l'ONUDI.

## **2. Préparer l'Itinéraire et Planifier les Réunions du Consultant International**

Le Centre, avec la collaboration du Consultant National choisi et les informations reçues de l'ONUDI, devra établir l'itinéraire du Consultant International, donner des indications sur les institutions à visiter et les personnes ressources à rencontrer.

## **3. Apporter un Appui Logistique au Consultant International**

Le Centre devra assurer le transport local, les réservations d'hôtels, etc.

## **4. Rédiger un Compte Rendu des Activités Menées par le CRAT**

Dans un rapport de synthèse, le Centre devra donner des informations sur les tâches effectuées, les personnes rencontrées et les résultats obtenus.

### **III. ACTIONS MENEES PAR LE CRAT**

Dès l'acceptation des Termes de Référence, le contrat a été signé (annexe 1). Le Centre a eu à mener les activités suivantes :

#### **1. Identification des Institutions**

Elle s'est faite par :

- \* consultation des bases de données du CRAT ;
- \* appel aux différents points focaux du Centre dans les pays membres ;
- \* consultation des bases de données et autres documents disponibles dans certaines institutions de la place comme le CRDI ;
- \* traduction en français des Termes de Référence des Consultants Nationaux et des questionnaires, à l'intention des pays francophones.

#### **2. Envoi (par Fax, DHL, E.mail) des Lettres d'Informations et de la Documentation Afférentes au Projet**

Les lettres d'informations rédigées en français et en anglais ont été envoyées aux institutions identifiées et aux points focaux du CRAT dans les pays membres (exemplaire annexe 2). Il a en outre été demandé aux différentes structures de fournir les *Curriculum Vitae* de 2 ou 3 consultants qui seraient aptes et disponibles à travailler en relation avec le consultant de l'ONUDI pour la collecte des informations au niveau des différents pays.

A cet effet, les documents reçus de l'ONUDI, à savoir :

- les objectifs du projet ;
- les Termes de Référence de consultants nationaux ;
- les questionnaires ;

ont été envoyés aux institutions ciblées, dans les pays concernés.

Par souci de ne pas être handicapé par les contraintes de temps, rappelons que les échanges avec les institutions et les consultants ont été effectués par téléphone, fax, courrier postal express, e.mail, DHL. Dans certains pays (Angola, Côte d'Ivoire, Erythrée, Madagascar, Niger,) la communication a été établie grâce à l'appui des Bureaux locaux du PNUD et de l'ONUDI.

### **3. Sélection des Consultants Nationaux**

Après étude des *Curriculum Vitae* reçus, les Termes de Référence (annexe 3) sont envoyés aux consultants nationaux retenus. Ils ont été informés sur les conditions de l'étude, le montant de leurs honoraires et les dates de visite des consultants internationaux de l'ONUDI. Les questionnaires (annexe 4) ont été expédiés après acceptation de ces derniers.

## **IV. RESULTATS OBTENUS**

Les consultants nationaux retenus sont :

- ANGOLA : Romeu VEIGA  
C/O Mr Carlos BESSA Victor  
UNDP, Luanda - Angola  
Tel. : 244-2-331181  
Fax : 244-2-335609
- BENIN : Mr. Thierry Hyacinte AMOUSSOUGBO  
Directeur de SIAT La Référence  
B.P. : 08-0750, Cotonou  
République du Benin  
Tel. : 30.25.17/90.84.43 (Bureau)  
36.06.36 (Domicile)

- BURKINA FASO : Mr. Jean OUEDRAOGO  
01 B.P. 4320 Ouagadougou 01  
Ouagadougou  
République du Burkina Faso
- DJIBOUTI : Mr. Hadi FAYÇAL MOHAMMED  
Chambre Internationale de Commerce et  
d'Industrie de Djibouti  
BP. : 84 Djibouti  
République de Djibouti  
Tel. : (253) 35.10.20  
Fax : (253) 35.00.96
- ERITREA : Asmeron MENGISTIAB  
Ministry of Land Water and Environment  
Department of Environment  
P.O.Box 5713 Asmara  
Republic of Eritrea  
Tel. : (291-1) 18.13.21
- ETHIOPIA : Mr. Getachew BIRRU  
Dean,  
Information Studies for Africa (SISA)  
Addis Ababa University  
Addis Ababa - Ethiopia  
P.O. Box 1176  
Tel. : (251-1) 55.04.44  
Fax : (251-1) 55.28.88/55.06.55
- GAMBIA : Mr. Ebrima D. JOBE  
Ministry of Finance and Economic Affairs  
The Quadrangle  
Banjul - The Gambia  
Tel. : (220) 22.75.94  
Fax : (220) 22.99.28
- GUINEE : Mme TOUNKARA DIALLO Kade  
Présidente de l'Association Guinéenne  
des Femmes Chercheurs  
B.P. : 1014 Conakry  
République de Guinée  
Tel. : (224) 40.27.21/41.15.10



- LESOTHO : Mr. Lebeko NIOTSI  
 Department of Science and Technology  
 Ministry of Natural Resources  
 Private Bag A23  
 MASERU 100  
 LESOTHO  
 Tel. : (266) 32.37.63  
 Fax : (266) 31.05.20/31.00.54/31.28.78
- MADAGASCAR : Mr. Louis Marius ANDRIAMPARANY  
 S/C Mr. Olivier DE VELD  
 Directeur de l'ONUDI a.i  
 Antananarivo,  
 République de Madagascar  
 Tel. : (261-2)348.59/348.60  
 Fax : (261-2)347.96
- MALAWI : Mr. G.L. NYALI  
 Acting College Librarian  
 Bunda College of Agriculture  
 MALAWI  
 Tel. : (265) 277 222  
 Fax : (265) 277 364
- MALI : Mme Fatoumata MAIGA  
 S/C Dr. Mamadou DIALLO IAM  
 Directeur de la Recherche Scientifique et Technique  
 B.P. : 3025 Bamako  
 République du Mali  
 Tel. : (223) 22.90.85  
 Fax : (223) 22.66.98
- MOZAMBIQUE : Bureau ONUDI
- TCHAD : Mr. Duke Lawrence AGBOKOR  
 Head, Computer Unit  
 LCBC Regional Organization  
 P.O. Box 727, Ndjamena  
 Republic of Tchad  
 Tel. : (235) 52.41.45  
 Fax : (235) 52.41.37

- TOGO : Mr. Mohammed Lamin MANSARAY  
Head, Technical Development Division ECOWAS  
P.O.Box : 2704 Lome,  
Republic of Togo  
Tel. : (228) 21.78.89  
Fax : (228) 21.71.30
- UGANDA : Ms. Agnes KATAMA KOMUKYEYA  
Uganda National Council for Science and Technology  
P.O. Box 6884  
Kampala - Uganda  
Tel. : (256-41) 25.04.99/25.04.31  
Fax : (256-41) 23.45.79

Après l'identification des Consultants Nationaux, le Centre a reçu la visite du Consultant International pour la Gambie, Mr Steve DORE du 08 au 15 Mars 1997, période pendant laquelle Mr. Dore a eu plusieurs séances de travail avec le staff professionnel du Centre et la personne responsable du projet. Il a eu à rencontrer le Représentant Résident du PNUD, le Directeur de l'ONUDI et certains Chefs d'entreprises. Mr. Dore, s'est ensuite rendu en Gambie le 16 Mars 1997 où il devait commencer sa mission.

Le Prof. Muraszkiwicz, pour sa part, a visité le Centre du 26 Mars au 30 Mars, période pendant laquelle il a eu à travailler sur les documents du projet avec le staff du Centre. Des rendez-vous lui ont été accordés par le Directeur de l'ONUDI, le Directeur de la Division Information de l'Institut de Développement et de la Planification (IDEP) de Dakar et certains chefs d'entreprises. Le document de projet préparé par le Prof. Muraszkiwicz a été remis au staff du Centre.

Comme suite aux problèmes politiques qui sévissent en Afrique Centrale, le Centre n'a pas pu entrer en communication avec les autorités de la République Centrafricaine et celles de la République Démocratique du Congo (ex Zaïre). Après concertation avec le Consultant International, Pr. Mietek Muraszkiwicz et le bureau ONUDI-Vienne, ces deux pays ont été remplacés par la Côte d'Ivoire et le Niger. Les Consultants nationaux pour ces pays sont ainsi les suivants :

- COTE D'IVOIRE : Mr. Serge LEGRE  
S/C Cheikh Tidiane SAKHO  
Directeur de l'ONUDI par pays  
Abidjan - Côte d'Ivoire  
Immeuble CCIA, 17<sup>ème</sup> étage  
Abidjan 01, Côte d'Ivoire  
Fax : 00(225) 222-807  
Tel : 00(225) 222-802  
E.mail : abidjan@onudi.onudi.ci

NIGER : Mr. Salifou MOUMOUNI  
S/C Cheikh Tidiane SAKHO  
Directeur de l'ONUDI par pays  
Abidjan - Côte d'Ivoire  
Immeuble CCIA, 17<sup>ème</sup> étage  
Abidjan 01, Côte d'Ivoire  
Fax : 00(225) 222-807  
Tel : 00(225) 222-802  
E.mail : abidjan@onudi.onudi.ci

Compte tenu du fait que la Côte d'Ivoire et le Niger ont été choisis plus tard, il a été convenu que le Prof. Muraszkiwicz, en s'y rendant au mois de Juin, passe par le CRAT pour une dernière mise au point. Ce qui a été fait, du 24 au 29 Juin 1997. Le Prof. Muraszkiwicz en a profité pour faire une évaluation sommaire de l'état d'avancement du projet. Cependant, les discussions avec lui n'ont pas permis de clarifier les modalités d'exécution concrète du rôle du CRAT en tant que coordonnateur du projet RAINBO, avec notamment les implications budgétaires.

## V. CONCLUSION

Au vu des Termes de Référence et du travail demandé au Centre, les objectifs finaux ont été atteints. En effet, les institutions et les structures concernées ont été recensées. Les Consultants Nationaux sélectionnés ont reçu des informations précises sur le travail à faire avant et pendant la visite du Consultant International et les questionnaires ont été distribués.

Il convient, cependant, de noter que les communications particulièrement difficiles, avec certains pays ont grevé les coûts de l'intervention du CRAT.

Les télécopies et les communications téléphoniques ont été utilisées à plusieurs reprises. De même que les questionnaires ont été expédiés plusieurs fois par DHL. Les coûts prévus pour les communications ont été, par conséquent, de loin dépassés. Le Centre espère cependant, que les activités qu'il a eu à mener dans le cadre de cette étude, constituent un premier jalon vers une participation de premier ordre dans l'exécution du projet RAINBO.

A cet égard, le Centre exprime sa satisfaction pour sa collaboration effective avec l'ONUDI sur ce projet comme sur d'autres, dans la perspective de contribuer efficacement à la promotion de l'Industrialisation de l'Afrique, singulièrement dans le cadre de la 2<sup>ème</sup> DDIA et de l'AIA.

# **ANNEXES**

Annexe 1. : - Contrat signé entre l'ONUDI et le CRAT  
- Termes de Référence du projet

Annexe 2. : - Copies du courrier envoyé aux points focaux des Etats membres du  
CRAT  
- Listes des Institutions ciblées

Annexe 3. : - Termes de Référence du Consultant National

Annexe 4. : - Questionnaires

CONTRACT NO. 97/021/JP

between the

UNITED NATIONS INDUSTRIAL DEVELOPMENT ORGANIZATION (UNIDO)

and

THE AFRICAN REGIONAL CENTRE FOR TECHNOLOGY (ARCT)

---

Project No. XA/RAF/96/645

Purchase Order No.: 15-7-1021U

AV/JP

15 April 1997

UNIDO Contract No. 97/021/JP

Project No.XP/RAF/96/645

Activity Code: 084000

**CONTRACT**

between

**THE UNITED NATIONS INDUSTRIAL DEVELOPMENT ORGANIZATION  
(UNIDO)**

and

**THE AFRICAN REGIONAL CENTRE FOR TECHNOLOGY (ARCT)**

for the provision of services related to

**The Needs Assessment for Establishing an Effective Information  
Network System in African LDCs**

---

This CONTRACT is entered into between the UNITED NATIONS INDUSTRIAL DEVELOPMENT ORGANIZATION (hereinafter referred to as "UNIDO"), having its headquarters located at Wagramerstrasse 5, A-1220 Vienna, Austria, and The African Regional Centre for Technology (ARCT), (hereinafter referred to as "the Contractor"), having its office located at B.P.2435, Immeuble Fadh Ben Abdel Aziz, Avenue Djily Mbaye, Dakar, Senegal.

WHEREAS, UNIDO has agreed to provide assistance in carrying out the project entitled "Needs Assessment for Establishing an Effective Information Network System in African LDCs" processing (hereinafter referred to as "the Project")

WHEREAS, in this connection, UNIDO, desires to engage a contractor to provide the services and perform the work hereinafter set forth; and

WHEREAS, the Contractor represents that he is ready, willing and able to provide such services and perform such work;

NOW, THEREFORE, the Parties hereto mutually agree as follows:

## **1.00 AIM OF THE CONTRACT**

### **1.01 Synopsis**

The aim of this Contract is to assess the possibilities and prospects of networking existing sources of information and value-added services in 18 African Least Developed Countries (LDCs) both at national and international levels.

## **2.00 RESPONSIBILITIES OF THE CONTRACT**

### **2.01 Statement of Work**

Given the aim of this Contract, the Contractor shall render, on the terms and conditions set forth herein, all the services and facilities necessary to carry out the Contract and, in particular, the work as detailed in the UNIDO Terms of Reference dated December 1996 and its revised version dated 7 March 1997 copies of which are attached hereto as Annex B. In carrying out the work hereunder, the Contractor shall conform to the methodology, approach and work plan set forth in the Proposal dated 8 January 1997 and reconfirmed by fax dated 14 April 1997 which the Contractor submitted to UNIDO. The Contractor's said Proposals, although not attached hereto, is made a part hereof by way of reference. All work required under this Contract shall be completed no later than 30 April 1997.

While the Annexes hereto (Annexes A - D) and the Contractor's Proposals shall form integral parts of the Contract, it is understood that in the event of a conflict between the provisions in the Contractor's Proposal, in the Terms of Reference and in the present Contract and its other Annexes, the provisions in the Contractor's Proposals shall be subject to those in the Terms of Reference or in the Contract and its other Annexes, and the provisions in the Terms of Reference shall be subject to those in the Contract and its other Annexes.

2.02 **Relationship between the Contractor and the Resident Representative of the UNDP in the Project Area**

While in the Project Area in connection with the performance of the work hereunder, the Contractor shall maintain a close working relationship and co-operate with the Resident Representative of the UNDP in the Project Area and/or his designated representative(s), and shall keep him/them currently informed of the progress of the assignment and plans for the performance of the work. The Resident Representative of the UNDP and/or his designated representative(s) shall have the right to observe at any time the progress of the work carried out under this Contract and to consult with the Contractor concerning their work performance.

2.03 **Facilities and Services provided by the Contractor**

The Contractor shall provide all the facilities and services required by the Contractor's personnel for the execution of the Contract. Expenses of every kind incurred in connection with such execution shall be solely for the account of the Contractor. Such expenses shall include, but shall not be limited to, the cost of wages, housing, food, medical attention and insurance.

2.04 **Protests**

If the Contractor considers any work demanded of him by the Resident Representative of the UNDP and/or his designated representative(s) and/or by the Government or its co-operating Agency(ies) to be outside the requirements of this Contract, or considers any ruling of the Resident Representative of the UNDP and/or his designated representative(s) and/or the Government or its co-operating Agency(ies) to be unfair, he shall immediately upon such work being demanded, or such ruling being made, ask the Chief, Purchase and Contracts Service, Operational Support Services, Division of Administration, UNIDO, Vienna, for his written instructions or decisions.

2.05 **Report**

The Contractor shall submit to UNIDO, Vienna, a Final Report in three (3) copies each, in English, and in French. The Final Report shall be prepared in conformity with Annex C entitled "Basic Principles of Scientific Report Writing" and dispatched in accordance with Annex D entitled "Instructions to Contractors for the Dispatch of Reports" which are attached hereto. The Final Report shall be submitted to UNIDO, Vienna no later than 30 May 1997.



**2.06 Standards of Work**

The Contractor shall exercise all reasonable skill, care and diligence in the performance of the work hereunder and shall carry out all his responsibilities in accordance with the highest recognized professional standards.

**3.00 CONTRACT PRICE AND TERMS OF PAYMENT**

**3.01 Contract Price**

UNIDO shall pay the Contractor for the full and proper performance of all his obligations hereunder a total sum not exceeding US Dollars seven thousand five hundred (US\$7,500).

**3.02 Contract Ceiling**

The Contractor shall not do any work which may result in any charges to UNIDO over and above the sum of US Dollars seven thousand five hundred (US\$7,500) without prior written consent of UNIDO and a formal amendment to this Contract.

**3.03 Progress Payments**

Payments on account of the Contract price set forth in paragraph 3. hereinbefore shall be made, by electronic transfer, on the basis of the original Contractor's invoices sent to UNIDO Vienna, as follows:

- a) upon receipt by UNIDO Vienna of the Contract  
duly counter signed, the sum of.....US\$ 1,000
  
- b) upon UNIDO's receipt and acceptance of the  
Final Report referred to in paragraph 2.05 ,  
the sum of .....US\$ 6,500

Total: US\$ 7,500

The making of any payment hereunder by UNIDO shall not be construed as an unconditional acceptance by UNIDO of the work accomplished by the Contractor up to the time of such payment.

**3.04 Withholding of Payments**

UNIDO may withhold any payment to the Contractor or, on account of subsequently discovered evidence, nullify the whole or part of any payment approval theretofore given, to such an extent as may

be necessary to protect UNIDO from loss under this Contract on account of:

- a) the Contractor's failure to carry out the work or to make adequate progress on the work, except for failure arising out of force majeure;
- b) the Contractor's failure to remedy defective work and/or unsatisfactory performance, when such failure has been drawn to his attention by UNIDO;
- c) the Contractor's failure to submit on time the reports required hereunder;
- d) the Contractor's failure to make payments properly for material or labour in the Project Area,  
or
- e) the existence of damage claims presented by UNIDO or of reasonable evidence indicating the probable basis on which damage claims may be presented by UNIDO.

The withholding by UNIDO of any interim payment shall not affect the Contractor's obligation to continue performance under this Contract.

No interest shall accrue on payments eventually withheld by UNIDO in application of the stipulations of this paragraph.

### **3.05 Submission of Invoices**

The Contractor shall submit to the Chief, Purchase and Contracts Service, Operational Support Services, Division of Administration, UNIDO, P.O. Box 300, A-1400 Vienna, Austria, his invoice in one (1) original and two (2) copies reflecting banking instructions, i.e. name and address of the bank, Account No. Sort Code No., for payment by electronic transfer.

## **4.00 GENERAL PROVISIONS**

### **4.01 Entry into Effect of the Contract**

This Contract shall be deemed to be effective from 1 April 1997 which was the date of the Contractor's acceptance of UNIDO's Contract award sent by Fax no. 666 dated 4 February 1997.

**4.02 General Conditions**

The Parties hereto agree to be bound by the UNIDO General Conditions of Contract a copy of which is attached hereto as Annex A and made a part hereof.

**4.03 Contract Amendment**

No modification of, or change in, this Contract, or waiver of any of its provisions, or additional contractual relationship with the Contractor shall be valid unless approved in the form of a written amendment to this Contract, signed by the Contractor and the Chief, Purchase and Contracts Service, Operational Support Services, Division of Administration or his representative.

**4.04 Transmission of Reports, Invoices and Notices**

All reports, invoices and notices submitted or given hereunder shall be addressed to the Chief, Purchase and Contracts Service, Operational Support Services, Division of Administration, UNIDO, P.O. Box 300, A-1400 Vienna, Austria.

**4.05 Covenant against Contingent Fees**

The Contractor warrants that:

- a) no person or selling agency has been employed or retained by him to solicit or secure this Contract upon an agreement or understanding for a commission, percentage, brokerage, contingent fee or retainer, except regular employees or bona fide and officially established commercial or selling agencies maintained by the Contractor for the purpose of securing business;
- b) no official or servant or retired employee of UNIDO, the United Nations, the UNDP and the Participating and Executing Agencies of the UNDP or the Government and/or its co-operating Agency(ies), who is not a bona fide employee of the Contractor, has been or shall be admitted by the Contractor to any direct or indirect benefit arising from this Contract or the award thereof.

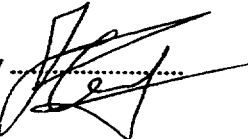
For breach of these warranties, UNIDO shall have the right to deduct from the Contract price, or otherwise recover from the Contractor, the full amount of any such commission, percentage, brokerage, contingent fee or retainer so paid.

4.06 **Default by the Contractor**

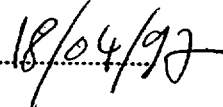
In case the Contractor fails to fulfil his obligations and responsibilities under this Contract, and provided the Contractor has not remedied such failure(s) within thirty (30) days of having been given UNIDO's express written notification of the nature of the failure(s), UNIDO may, at its sole option and without prejudice to its right to withhold payment(s) as hereinbefore provided, hold the Contractor in default under this Contract. When the Contractor is thus in default, UNIDO may, by giving written notice to the Contractor, terminate the Contract as a whole or such part or parts thereof in respect of which the Contractor is in default. Upon such notice, UNIDO shall have the right to seek completion, at the Contractor's expense, of that part or those parts of the Contract with respect to which the Contractor is in default. The Contractor shall, in this case, be solely responsible for any reasonable costs of completion, including such costs which are incurred by UNIDO over and above the originally agreed Contract price stipulated hereinbefore.

IN WITNESS WHEREOF, the Parties hereto have executed this Contract.

THE AFRICAN REGIONAL  
CENTRE FOR TECHNOLOGY

By 

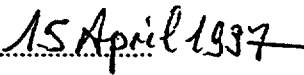
B.P. 2435,  
Immueble Fadh Ben Abdel Aziz  
Avenue Djily Mbaye  
Dakar  
Senegal

Date: 

UNITED NATIONS INDUSTRIAL  
DEVELOPMENT ORGANIZATION

By 

A. Villard, Contract Officer  
Purchase and Contracts Service  
Operational Support Services  
Division of Administration  
P.O.Box 300, A-1400 Vienna,  
Austria

Date: 

Enclosures

- Annex A - UNIDO General Conditions of Contracts
- Annex B - Terms of Reference dated December 1996 and revised on 7 March 1997.
- Annex C - Basic Principles of Scientific Report Writing
- Annex D - Instructions to Contractors for the Despatch of Reports

Date: Fri, 7 Mar 1997 15:23:25 +0100  
Return-receipt-to: jphantakul@unido.org (Janjung PHANTAKUL)  
From: jphantakul@unido.org (Janjung PHANTAKUL)  
Subject: ARCT - UNIDO Project XA/RAF/96/645  
To: arct@sonatel.senet.net  
Cc: hpruim@unido.org (Hans PRUIM)  
Content-Description: cc:Mail note part  
Content-Length: 5180

ATT: Dr. O. Khan  
Executive Director  
African Regional Centre of Technology.

Further to Award sent by fax no. 666 dated 4 February 1997, please find enclosed Revised Terms of Reference for the above referred project, kindly note that the revised Terms of Reference does not constitute change in your scope of work based on your Offer dated 8 January 1997 nor on our Award of 4 February 1997. Please confirm acceptance of Award in order to finalise detailed formal Contract. Best Regards.

A. Villard  
Contracts Officer  
DA/OSS/PC

XX

Terms of Reference (Revised)

Budget.: XA/RAF/96/645/21.00

Date required: February/March 1997

Purpose: The purpose of the project is to assess the possibilities and prospects of networking existing sources of information and value-added services in 18 African Least Developed Countries (LDCs) both at national and international level with a view to a) meeting the information and value-added needs of the business community in these countries and b) providing a window for the international business community on available business opportunities in these countries (e.g. for investment, technology transfer, export/import, trade etc.). Furthermore, it intended to collect information on African industrial resources. The selected countries are Angola, Benin, Burkina Faso, Central African Republic, Chad, Djibouti, Eritrea, Ethiopia, Gambia, Guinea, Lesotho, Madagascar, Malawi, Mali, Mozambique, Togo, Uganda

and Zaire.

TOR:

1. To identify SME related institutions in each of the LDCs included in the needs assessment and to brief the consultants on these individual institutions;
2. To identify a counterpart institution and/or a local consultant in each country that could assist with the local arrangements for the international consultants;
3. To assist in scheduling the meetings with the institutions in the LDCs and the itinerary of the individual missions;
4. To brief the consultants on the use and applications of the UNIDO/ARCT questionnaire to collect/validate data and complete data sheets (to enable in the future the possible production of a business directory of industrial information sources and investment facilitators).

Language: English and French

Background: Developing countries and in particular the Least Developed Countries (LDCs), are burdened with a number of constraints that affect their economic and industrial progress. Limited technological capability, absence of entrepreneurial skills, shortage of investment capital, inadequate domestic markets, shortage of management know how, institutional and infrastructural deficiencies etc., hinder the industrialization efforts in these countries.

In order to accelerate the industrialization in LDCs it is necessary to create growth and improve competitiveness of industrial enterprises, particularly Small and Medium sized Enterprises (SMEs).

This requires easy access to skills, capital, technology, export markets, raw material supplies and other value-added or support services existing at national, regional and international levels.

The latter would contribute to a more dynamic industrial sector and improved competitiveness in LDCs. Much information and value-added services are already available in a country, but unknown to the enterprises. Furthermore, foreign enterprises might not explore viable business opportunities, due to the relative complicated way to identify them and to ensure adequate follow-up.

The objective of the present study is to provide the basis for the creation of national information networks that would be conducive to an improved entrepreneurial climate for both the national and the international business community. The Internet will be the main tool for this networking. Due attention will thus be required to the status and the potential development and application of the Internet in each of the selected countries. A second outcome of the study is a direct input for a country business web page that will be prepared, with information and, whenever possible, hyperlinkages to the business institutions in the LDCs. The study would also provide additional inputs for the African Business Directory that is being prepared by African Regional Centre for Technology (ARCT). The latter should provide a better access for foreign enterprises to the business opportunities and information sources in the selected countries.



Tél. Bureau  
Phone Office (221) 23.77.12

B. P. 2435  
Immeuble FAHD BEN ABDEL AZIZ  
Avenue Djily Mbaye — DAKAR

Télex 61282 CRATEC SG  
Fax (221) 23-77-13

**TELEFAX**

CRAT/INFO/OK/SM/025/97

11 Février 1997

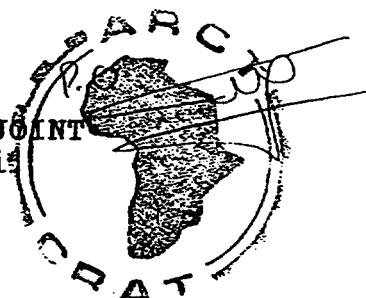
A : MONSIEUR LE DIRECTEUR  
DIRECTION DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE  
LOME - TOGO

FAX N° : (228)220712

DE : DR. OUSMANE KANE  
DIRECTEUR EXECUTIF ADJOINT  
DIRECTEUR EXECUTIF a.i.

OBJET : RESEAU D'INFORMATION

N° PAGES : 6 (CELLE-CI INCLUS)



-----  
Monsieur,

Nous avons le plaisir de vous informer que l'Organisation des Nations Unies pour le Développement Industriel (ONUDI), en coopération avec le Centre Régional Africain de Technologie (CRAT) a décidé de mettre en place un Réseau d'Information opérationnel dans un certain nombre de pays, dans le cadre du projet XA/RAF/96/645.

Votre pays, le Togo, a été sélectionné parmi les bénéficiaires potentiels de ce projet.

A cet égard, nous voudrions vous informer qu'un consultant international de l'ONUDI va effectuer incessamment une visite dans votre pays pour mener une étude de faisabilité en vue de l'exécution de certains volets du projet.

Aussi, nous vous serions reconnaissant de bien vouloir désigner un consultant national devant collaborer avec l'expert de l'ONUDI afin de lui faciliter le travail lors de sa mission.

Nous vous prions de trouver ci-joint les termes de référence établis pour le consultant national.

Nous ne manquerons pas de vous communiquer, en temps utile, le nom et le calendrier de visite du consultant de l'ONUDI.

Demeurant à votre disposition pour des informations complémentaires, nous vous prions, d'agréer, Monsieur, l'expression de nos salutations distinguées.



ANGOLA

VICE-RECTEUR,  
Université Agostinho Neto  
C.P. : 815  
LUANDA - ANGOLA

BENIN

Directeur,  
Centre Beninois de la Recherche  
Scientifique et Technique  
B.P. : 03-1665  
COTONOU,  
Tel. : (229) 321263/321437  
FAX: (229)323671

BURKINA FASO

Directeur Général,  
Centre National de la Recherche  
Scientifique et Technologique (CNRST)  
B.P. : 7192  
OUAGADOUGOU 03,  
Tel. : (226)332394/332395  
Fax : (226)315003

DJIBOUTI

Secrétaire Général,  
Institut Supérieur d'Etudes et de  
Recherches Scientifiques et Techniques  
B.P. : 486  
DJIBOUTI  
Tel. : (253)352795  
Fax : (253)354812

## GUINEE

Directeur  
Direction Nationale de la Recherche  
Scientifique et Technique  
B.P. : 561  
CONAKRY, GUINEE  
Tel. : (224)441950/411643  
Fax : (224)411901/414141

## MADAGASCAR

Secrétaire Général,  
Ministère de la Recherche  
Scientifique et Technologique pour le  
Développement  
B.P. : 694  
101 ANTANANARIVO,  
MADAGASCAR  
Tel. : (261-2)21718/29875  
Fax : (261-2)29875

## MALI

Directeur Général,  
Centre National de la Recherche  
Scientifique et Technologique  
B.P. : 3052  
BAMAKO  
Tel. : (223)229085  
Fax : (223)226698

## REPUBLIQUE CENTRAFRICAINE

Directeur,  
Direction du Développement de la Recherche  
Scientifique et Technique  
B.P. : 731  
BANGUI  
Telex : 5333

TCHAD  
Directeur,  
Direction des Relations Economiques  
et Internationales,  
Direction du Plan et du Développement  
N'DJAMENA

TOGO

Directeur,  
Direction de la Recherche Scientifique  
Ministère de l'Education Nationale et de  
la Recherche Scientifique  
B.P. : 2729  
LOME  
Tel. : (228)210712  
Fax : (228)220712

ZAIRE

Ministère du Plan  
B.P. : 9378  
KINSHASA  
Telex : 21195 COPLAN ZR



Tél. Bureau (221) 23.77.12  
Phone Office

B. P. 2435  
Immeuble FAHD BEN ABDEL AZIZ  
Avenue Djily Mbaye — DAKAR

Télex 61282 CRATEC SE  
Fax (221) 23 - 77 - 13

**TELEFAX**

CRAT/INFO/OK/SM/024/97

Dakar 07/02/1997

TO : MINISTRY OF TRADE, INDUSTRY AND EMPLOYMENT  
CENTRAL BANK BUILDING  
BANJUL - THE GAMBIA

FAX NUMBER : (220)227756

FROM : OUSMANE KANE  
DEPUTY EXECUTIVE DIRECTOR

SUBJECT : INFORMATION NETWORK

NUMBER OF PAGE : 4(INCLUDE THIS ONE)

Dear Sir,

We are pleased to inform you that the United Nations Industrial Development Organization (UNIDO) in cooperation with the African Regional Centre for Technology (ARCT) are planning to establish an effective Information Network in a selected groups of African Countries within the framework of its project XA/RAF/96/645.

Your country, Gambia, has been selected among the potential beneficiaries of the project.


In this regard, we wish to inform you that an international consultant from UNIDO will be visiting your country shortly to conduct a feasibility study towards the implementation of some project components in Gambia.

Consequently, we would be grateful if you could assign a National Consultant to collaborate with the UNIDO expert in order to facilitate the latter's work throughout his mission.

Please find enclosed herewith, the terms of reference established for the National Consultant.

We will provide you, in due course, with the UNIDO consultant's name and the date of his visit.

We are at your disposal for further information and we look forward to hearing from you soon.

Yours sincerely  
  
Dr. Ousmane KANE  
Deputy Executive Director  
Executive Director a.i.



## ERITREA

Ministry of Finance and Development  
P.O.Box 895  
ASMARA  
Tel. : (291-1)113633  
Fax : (291-1)117947

## ETHIOPIA

The Commissioner,  
Ethiopian Science and Technology  
Commission  
P.O.Box 2490  
ADDIS ABABA  
Tel.: (251-1)511344  
Fax : (251-1)518829

## GAMBIA

Principal Planner,  
Ministry of Trade, Industry  
and Development  
Central Bank Building  
BANJUL  
Tel. : (220)228023  
Fax : (220)227756

## LESOTHO

Director,  
Department of Science and Technology  
Ministry of Natural Resources  
Private Bag A23  
MASERU 100  
Tel. : (266)323763  
Fax : (266)310520

## MALAWI

Secretary for Research and Environmental  
Affairs,  
Ministry of Research and Environment Affairs  
P.O.Box 30745  
LILONGWE 3  
Tel. : (265)781111  
Fax : (265)781487

## MOZAMBIQUE

Direccao Academia,  
Universidade Eduardo Mondale  
P.O.Box 257  
MAPUTO  
Tel. : (258-1)490009  
Fax : (259-1)475332

## UGANDA

Executive Secretary,  
Uganda National Council for Science  
and Technology  
P.O.Box 6884  
KAMPALA  
Tel. : (256-41)250499/250431  
Fax : (256-41)234579

**ORGANISATION DES NATIONS UNIES POUR  
LE DEVELOPPEMENT INDUSTRIEL  
DESCRIPTION DE TACHE XA/RAF/96645/**

TITRE DU POSTE : Consultant en Système d'information sur les affaires

DUREE : 1 à 6 mois avec possibilité de renouvellement

DATE : Dès que possible

LIEU D'AFFECTION : Pays d'origine

**FONCTION**

Le Consultant National fera partie d'une équipe des consultants nationaux et internationaux qui seront chargés d'évaluer les possibilités et les perspectives de créer un réseau de sources existantes d'information et de services de valeur ajoutée dans 18 Pays africains parmi les moins avancés au niveau national et international en vue de : a) satisfaire les besoins de la communauté commerciale dans ces pays en matière d'information sur le commerce et la valeur ajoutée : b) faire une ouverture à la communauté commerciale internationale sur les opportunités existantes dans le domaine du commerce (par exemple : pour l'investissement, le transfert de technologie, l'import/export, le commerce, etc.). De plus, il devra collecter les informations sur les ressources industrielles en Afrique. les pays retenus sont : Angola, Benin, Burkina Faso, République Centrafricaine, Djibouti, Eritrée, Ethiopie, Gambie, Lesotho, Madagascar, Malawi, Mali, Mozambique, Ouganda, Tchad, Togo, et Zaïre. Deux consultants internationaux séjourneront dans chacun de ces pays pendant une période d'une à deux semaines. les consultants nationaux devraient assurer les activités préparatoires pour la mission et le suivi des activités de la mission.

**TACHES**

Avant l'arrivée du consultant :

1. identifier les institutions majeures du milieu des affaires et de l'industrie au niveau national (par exemple : Chambres de commerce et de l'industrie, Fédération des industries, Association des Petites et Moyennes Entreprises, Agences de promotion et d'investissement, Organisations de développement du commerce et de l'exportation, Banques, Universités, Institutions gouvernementaux chargés du commerce et de

l'industrie, Grandes sociétés, Multinationales) et basé sur les documents proforma, qui décrivent brièvement les liens de coopération avec les organisations internationales.

2. se baser sur le questionnaire de l'ONUDI, collecter les données sur les facilités d'information sur l'industrie et le commerce ainsi que sur les ressources existantes dans le pays.

3. se baser sur le questionnaire de l'ONUDI pour collecter les données sur les infrastructures du réseau de télécommunication y compris de l'internet (s'il existe) dans le pays et la façon dont on l'utilise dans le domaine du commerce et de l'industrie.

4. rédiger un petit rapport résumant les sujets précités avant la visite (au pays) du consultant international.

5. se baser sur le questionnaire de l'ONUDI, pour identifier et évaluer les besoins actuels et potentiels en information des Petites et Moyennes Industries ainsi que les demandes actuelle et future des services sur la valeur ajoutée et d'autres mesures d'appui technique et commercial requises.

#### Pendant et après la mission du consultant

1. assister le consultant international dans son travail au pays en lui faisant un résumé initial, en visitant avec lui les institutions sélectionnées, et en prenant des dispositions nécessaires pour le transport au niveau national.

2. fournir un soutien aux activités conformément aux exigences du consultant international.

#### QUALIFICATIONS

Diplôme universitaire ou équivalent en Science de l'Information avec une expérience dans le développement des systèmes d'information/réseau. L'expérience sur le plan des affaires et industriel est nécessaire.

LANGUE : Anglais/Français selon le besoin



L'objectif de la présente étude est de fournir une base pour la création d'un réseau national d'information qui pourrait favoriser un climat d'entreprise plus approprié pour le monde des affaires, tant au plan national qu'international. L'internet pourra être le principal instrument de ce réseau. Il faudra donc accorder plus d'attention sur l'installation, le développement potentiel et l'utilisation d'internet dans ces différents pays. le 2ème résultat de l'étude est l'accès direct au réseau commercial par pays qui sera préparé, avec des informations et si possible, des hyperconnexions aux institutions commerciales des Pays les Moins Avancés. L'étude fournira également des informations supplémentaires pour le répertoire africain des affaires qui est en cours de préparation au CRAT. Ceci devrait donner aux investisseurs étrangers un meilleur accès aux opportunités d'affaires et aux sources d'information existantes dans les pays retenus.

## Projet ONUDI, XA/RAF/96/645

## Programme de Réseaux pour l'Afrique

## QUESTIONNAIRE

Objectif : Collecter les informations de base pour les fournisseurs de services InterNet qui sont candidats à la participation au programme de mise ne réseau au niveau du pays.

## INSTRUCTION

1. Les investissements futurs et les décisions de développement peuvent être basés sur les informations recueillies à travers ce questionnaire. Vous voudrez bien nous assurer que les données quantitatives ont été précisément enregistrées et que toute information qualitative a été relevée.
2. La réponse consiste souvent à choisir une option au plus entre plusieurs. Indiquez le (s) choix pertinent (s) en le (s) cochant ou en mettant le nombre adéquat. Si aucune option n'est applicable, ajouter des rubriques conformément à vos connaissances.
3. Les questions non pertinentes ou confidentielles pour votre société doivent être sautées.

Merci de votre coopération.

\*\*\*\*

1. Nom Entreprise/Institution :
2. Adresse :
3. Telephone : Fax : Telex :  
E-Mail : http://
4. Nom et fonction de la personne contactée :
5. Nom de l'organisme de tutelle s'il y en a :
6. Type d'entreprise/institution :  
publique : Privé :  
Economique mixte : ONG :  
Autres, préciser s'il vous plait :
7. Nom du Ministère de tutelle s'il y en a :

8. Nombre total d'employés : Nombre de dirigeants :
9. Objectifs/fonctions de l'entreprise/institution (utilisez des mots clés) :
10. Caractéristiques sommaires des clients/utilisateurs de l'entreprise/institution. Si possible spécifier le nombre de clients/utilisateurs.
11. Budget annuel : en monnaie locale ..... Equivalent en Dollars US .....
12. Organisations internationales coopérant avec l'entreprise/institution :
13. Ordinateurs utilisés au sein de l'entreprise/institution :
- Sont-ils configurés comme un LAN (réseau local) OUI..... NON .....
- Si oui, veuillez spécifier le système qui fait fonctionner le réseau ; Exemple WINDOWS NT, UNIX.
14. Est-ce que l'institution utilise le courrier électronique OUI ..... NON .....
15. Est-ce que l'institution est connectée à INTERNET
- Si oui, indiquer le type de connexion :
- |             |                  |
|-------------|------------------|
| SLIP/PPP    | Vitesse.....Kbps |
| Ligne louée | Vitesse.....Kbps |
16. Est-ce que l'institution a son propre serveur WEB OUI ..... NON .....
17. Est-ce que l'institution a une bibliothèque OUI ..... NON .....
- Si oui, caractériser brièvement le bibliothèque, noter les CD-ROMS utilisés.

18. Est-ce que l'institution offre des services additionnels tels que :

formation  
consultation  
transfert de technologie  
service d'information/courtage  
promotion des investissements  
appui financier  
des services relatifs à InterNet  
autres, à spécifier.....

Veillez caractériser brièvement les services s'ils sont offerts.

19. Si vous deviez avoir de nouveaux équipements, ou proposition de projets de développement ; veuillez indiquer par ordre de priorité vos trois premiers choix.

20. Problèmes majeurs rencontrés par l'entreprise/institution (classer par ordre d'importance, c'est à dire que : 1 - pour la première priorité ; 2 - pour la deuxième priorité, etc.) :

manque de personnel qualifié  
manque d'équipement  
manque d'espace  
manque de financement  
autres, à préciser .....

Projet ONUDI, XA/RAF/96/645

Programme de Réseaux pour l'Afrique

QUESTIONNAIRE

**Objectif :** Collecter les données de base sur le commerce, les facilités et les ressources en informations industrielles dans le pays.

**INSTRUCTION**

1. Les investissements futurs et les décisions de développement peuvent être basés sur les informations recueillies à travers ce questionnaire. Vous voudrez bien vous assurer que les données quantitatives ont été précisément enregistrées et que toute information qualitative a été relevée : Essayez de répondre brièvement et précisément à ces questions.
2. La réponse consiste souvent à choisir une option au plus entre plusieurs. Indiquez le (s) choix pertinent (s) en le (s) cochant ou en mettant le nombre adéquat. Si aucune option n'est applicable, ajouter des rubriques conformément à vos connaissances.
3. Les questions non pertinentes ou confidentielles pour votre société doivent être sautées.

Merci de votre coopération.

\*\*\*\*

**I. DONNEES GENERALES**

1.1 Nom Entreprise/Institution :

1.2 Adresse :

1.3 Telephone :

Fax :

Telex :

E-Mail :

http://

1.4 Nom de la personne contactée :

1.5 Nom de l'organisme de tutelle s'il y en a :

1.6 Type d'Entreprise/Institution :

publique :

Privé :

Economique mixte :

ONG :

Autres, préciser s'il vous plait :

1.7 Nom du Ministère de tutelle s'il y en a :

1.8 Nombre total d'employés :

## II . FONCTIONS ET RESSOURCES

2.1 Objectifs/fonctions de l'entreprise/institution (utilisez des mots clés) :

2.2 Nombre d'agents travaillant dans l'information

- ..... Total
- ..... Professionnels
- ..... Agents d'informations
- ..... Bibliothécaires
- ..... Programmeurs de bases de données
- ..... Personnel d'appui

2.3 Equipements et Logiciels

(a) Ordinateurs/Réseaux (Donnez les configurations et spécifier le système de fonctionnement du réseau)

(b) Est-ce que l'entreprise/institution utilise le courrier électronique ?

OUI .....

NON.....

(c) Est-ce que l'entreprise/institution est connectée à INTERNET ?

Si OUI, indiquez le type de connection :

SLIP/PPP  
Ligne louée

Vitesse.....Kbps  
Vitesse.....Kbps

(d) Est-ce que l'entreprise/institution a un réseau WEB ?

OUI.....

NON.....

(e) Quels sont les Logiciels de recherche de l'information et de traitement de texte utilisé ?

(f) Photocopieuses et machines de microphotocopie de texte utilisée ?

(g) Autres :

### 2.3 Ressources en Informations

(a) Noms, étendues, couverture des bases de données informatisées utilisées.

- Locale
- CD-ROM
- En ligne (donner aussi le nom du service)
- Internet (veuillez spécifier les sites qui sont le plus utilisés)

(b) Donner les quantités approximatives et le type de documents originaux en votre possession (mettez des chiffres plutôt que des signes)

- .....Publiés
- ..... Non publiés ou inédit ( "Littérature grise" par exemple rapports)
- ..... Périodiques (journaux, revues, etc)
- ..... Monographies (livres, guides, etc)
- ..... Statistiques
- ..... Normes
- ..... Brevets
- ..... Règlements officiels
- ..... Catalogues d'Affaires
- ..... Films/Cassettes vidéo
- ..... Autres, à préciser

3.2 Classification des langues utilisées

UDC            DEWEY

Autres, à préciser.....

3.3 Traduction

OUI.....                                  NON.....

Si OUI, donnez le nombre de documents traités chaque mois.....

3.4 Service d'Enquête

OUI.....                                  NON.....

Si OUI, donnez le nombre ou la quantité par mois .....

\* Objectifs des demandes (donnez un nombre approximatif) :

- ..... Technologies
- ..... Marché
- ..... Promotion de l'investissement
- ..... Questions financières
- ..... Questions juridiques
- ..... Autres, à préciser.

\* Sources utilisées pour répondre

Propres sources.....                          Sources Extérieures

3.5 Service de Références

OUI.....                                  NON.....

Si OUI, donnez le nombre par mois ?.....

3.6 Diffusion de l'Information

OUI.....                                  NON.....



Si OUI, listez les organisations impliquées.

3.7 Diffusion sélective de l'Information

OUI..... NON.....

Si OUI, donnez le nombre de profils.....

Veillez décrire brièvement les profils et les souscripteurs.

3.8 Service de Publications Courantes

OUI..... NON.....

Si OUI, listez les publications éditées par votre institution et leur circulation.

3.9 Préparation de l'analyse de l'information

OUI..... NON.....

Si OUI, donnez le nombre d'analyses faites par mois.....

3.10 Transfert de Technologies

OUI..... NON.....

Si OUI, veuillez spécifier les sujets et le nombre moyen de transferts fait chaque année.

3.11 Formation des Utilisateurs

OUI..... NON.....

Si OUI, veuillez spécifier le sujet (thème) et le nombre moyen de personnes formées (stagiaires)

3.12 Applications (Utilisation) des ordinateurs.

- Etablissement de bases de données locales
- Utilisation de bases de données extérieures
- INTERNET
- SDI
- Service de documentation
- Publication
- Formation
- Autres, à préciser

**IV. LES UTILISATEURS ET LEURS BESOINS**

4.1 Nombre approximatif d'utilisateurs par mois.....

4.2 Quantité (nombre) et types d'utilisateurs (mettre des valeurs absolues ou des pourcentages plutôt que de cocher)

- ..... Politiques/Décideurs
- ..... Gestionnaires
- ..... Ingénieurs Recherche/Développement
- ..... Employés
- ..... Chercheurs
- ..... Consultants
- ..... Etudiants
- ..... Entrepreneurs privés/Hommes d'affaires
- ..... Vendeurs/Gestionnaires des ventes
- ..... Autres, à préciser.

Informations d'affaires sur (veuillez cocher)

- ..... Les autres entreprises
- ..... Produits/services offerts par d'autres entreprises
- ..... Institutions intervenant dans les secteurs des affaires et de la Technologie (exemple : Chambres de Commerce)
- ..... Banques
- ..... Compagnies d'assurance
- ..... Représentants, distributeurs autorisés des sociétés étrangères dans le pays
- ..... Personnes intervenant dans l'industrie et les affaires
- ..... Industrie et affaires locales et experts/consultants étrangers
- ..... Opportunités d'affaires (demandées, offertes)
- ..... Partenariat
- ..... Opportunités de travail (demandées, offertes)
- ..... Opportunités de formation
- ..... Offres
- ..... Assistance étrangères
- ..... Autorité en matière de réglementation locale et étrangère
- ..... Tarifs douaniers et autres charges commerciales et étrangères
- ..... Procédures douanières
- ..... Marchés locaux et étrangers
- ..... Taux de change courants
- ..... Services de transport
- ..... Marchandises volées (véhicules, camions, machines)
- ..... Rapports sur la consommation
- ..... Manifestations professionnelles (foires, expositions, séminaires)
- ..... Liaisons aériennes et ferroviaires
- ..... Hôtels, agences de voyage, restaurants
- ..... Evènements sociaux
- ..... Prévision du temps (météo)
- ..... Guide des spectacles
- ..... Autres, à préciser

**V. DIVERS**

5.1 Relations professionnelles (ex. coopération) entre votre institution et d'autres organisations locales et étrangères (donnez le nom de ces organisations.

- Locales

- Etrangères

### V.3 Besoins des utilisateurs

Technologies (classer les choix par ordre décroissant, c'est à dire que 1 constitue la première priorité, 2 la deuxième priorité).

- Technologie spécifique
- Acquisition de technologie/Transfert
- Adoption de technologie
- Technologie appropriée
- Cout de technologie / Financement
- Orientations dans le développement des technologies
- Machineries et équipements
- Pièces de rechanges / outils
- Matières premières
- Substituts
- Contrôle de qualité
- Tests
- Brevets
- Normes
- Compétences en formation
- Autres, à préciser.

### Marchés

(Classer les options par ordre décroissant, c'est à dire : 1 la première priorité, 2 la deuxième priorité, etc)

#### Produits

Qualité, conception, emballage, maintenance, service de certification, possibilité de retourner à un prix achat, produits compétitifs, etc...

#### Prix

Niveau de prix, rabais et conditions de paiement, conditions de financement, etc...

#### Promotion

Publicité, habitudes des consommateurs et réactions, promotion des ventes

#### Lieu

Chaînes de distribution, densité de distribution, stock, transport, etc...

5.2 Budget annuel

- en monnaie locale..... équivalent en dollars US.....

- en nature.....

Origine des fonds (mettre les pourcentages plutôt de cocher)

..... Gouvernement

..... Secteur public

..... Secteur privé

Autres remarques sur le financement. En particulier, les services fournis par votre institution sont-ils gratuits ou payants ? Essayer d'évaluer jusqu'à quel niveau votre institution est financièrement auto-suffisant.

5.3 Problèmes majeurs rencontrés par l'entreprise/institution (classer par ordre d'importance c'est à dire que 1 - pour la première priorité ; 2 - pour la deuxième priorité, etc...)

..... Manque de personnel qualifié

..... Manque d'équipement

..... Manque d'espace

..... Manque de financement

..... Autres, à préciser.

Projet ONUDI, XA/RAF/96/645

Programme de Réseaux pour l'Afrique

QUESTIONNAIRE

Objectif : Collecter les informations de base sur les fournisseurs de services InterNet qui sont candidats à la participation au programme de mise en réseau au niveau du pays.

INSTRUCTION

1. Les investissements futurs et les décisions de développement peuvent être basés sur les informations recueillies à travers ce questionnaire. Vous voudrez bien nous assurer que les données quantitatives ont été précisément enregistrées et que toute information qualitative a été relevée.
2. La réponse consiste souvent à choisir une option au plus entre plusieurs. Indiquez le (s) choix pertinent (s) en le (s) cochant ou en mettant le nombre adéquat. Si aucune option n'est applicable, ajouter des rubriques conformément à vos connaissances.
3. Les questions non pertinentes ou confidentielles pour votre société doivent être sautées.

Merci de votre coopération.

\*\*\*\*

1. Nom Entreprise/Institution :
2. Adresse :
3. Telephone : Fax : Telex :  
E-Mail : http://
4. Nom et fonction de la personne contactée :
5. Nom de l'organisme de tutelle s'il y en a :
6. Type d'entreprise/institution :  
publique : Privé :  
Economique mixte : ONG :  
Autres, préciser s'il vous plait :
7. Nom du Ministère de tutelle :

- 2 -

8. Nombre total d'employés :    Nombre de dirigeants :  
9. Objectifs/fonctions de l'entreprise/institution (utilisez des mots clés) :
10. Caractéristiques sommaires des clients/utilisateurs de l'entreprise/institution. Si possible préciser le nombre de clients/utilisateurs.
11. Budget annuel : en monnaie locale ..... Equivalent en Dollars US .....
12. Organisations internationales coopérant avec l'entreprise/institution :
13. Ordinateurs utilisés au sein de l'entreprise/institution :
- Sont-ils configurés comme un LAN (réseau local)      OUI.....    NON.....
- Si oui, veuillez spécifier le système qui fait fonctionner le réseau ; Exemple WINDOWS NT, UNIX.
14. Spécifier le type de connectivité de tout INTERNET (Nom du fournisseur, type et vitesse de connexion).
15. Services offerts :
- email
  - ftp
  - telnet
  - gopher
  - groupe de discussion
  - wais
  - archie
  - www
  - autres, veuillez préciser .....

16. Est-ce que l'entreprise/l'institution offre des services additionnels tels que :

formation  
consultation  
hosting home pages  
offres de connection  
Préciser les types et la vitesse.....  
.....

courrier électronique/commerce  
autres, veuillez préciser.....  
.....

17. Veuillez joindre la liste des prix des services que vous offrez :

18. Si vous deviez avoir de nouveaux équipements pour une usine ou des procédés, veuillez indiquer vos trois premiers choix :

19. Problèmes majeurs rencontrés par l'entreprise/institution (classer par ordre d'importance, c'est à dire que : 1 - pour la première priorité ; 2 - pour la deuxième priorité, etc.) :

manque de personnel qualifié  
manque d'équipement  
manque d'espace  
manque de financement  
autres, à préciser .....



Projet ONUDI, XA/RAF/96/645

Programme de Réseaux pour l'Afrique

QUESTIONNAIRE

OBJECTIF : Identifier les besoins actuels des PME dans le pays.

INSTRUCTION :

1. Les investissements futurs et les décisions de développement pourront être basés sur les informations collectées à travers ce questionnaire. Veuillez nous assurer les données quantitatives sont précieusement enregistrées et que toutes les informations qualitatives sont notées. Essayez de répondre brièvement et précisément à ces questions.
2. La réponse consiste souvent à choisir une option au plus entre plusieurs. Indiquez le (s) choix pertinent (s) en le (s) cochant ou en mettant le nombre adéquat. Si aucune option n'est applicable, ajouter des rubriques conformément à vos connaissances.
3. Les questions non pertinentes ou confidentielles pour votre société doivent être sautées.

Merci de votre coopération.

\*\*\*\*

I. INFORMATIONS GENERALES

I.1. Nom Entrepris/Institution :

I.2. Adresse :

I.3. Telephone :

Fax :

Telex :

E-Mail :

http://

I.4. Nom de la personne interrogée :

I.5. Nom de la maison mère si elle existe :

I.6. Type de société :

Publique :

Privé :

Economie mixte :

Joint-venture

Autres, veuillez préciser :

- I.7. Industry/market sector, e.g. chemicals, engineering .....
- I.8. Nombre total d'employés : ..... Nombre de dirigeants : .....
- I.9. Annual turnover :  
en monnaie locale ..... Equivalent en Dollars US .....

**II. PRODUITS ET PROCÉDES**

II.1. Quels sont les produits fabriqués par votre entreprise ?

Pour le marché local

.....  
.....

II.2. Quels sont les procédés de fabrication utilisés par votre entreprise ?

.....  
.....

II.3. Utilisez-vous un standard de qualité international ? OUI..... NON.....

Si oui, préciser ce standard.

.....  
.....  
.....

II.4. Quand un problème technique survient dans votre entreprise, comment faites vous pour le régler ?

En utilisant les ressources de l'entreprise :

En utilisant des ressources extérieures, exemple fournisseurs d'équipement, instituts de Recherche et Développement, acheteurs, agents, veuillez spécifier.

II.5. Avez-vous jamais utilisé des consultants pour vous aider dans vos affaires ?

OUI ..... NON .....

Si oui, veuillez spécifier dans quel domaine.

.....  
.....  
.....

- 3 -

**III. VENTE ET PROMOTION**

III.1. Lesquelles de ces activités votre entreprise fait-elle régulièrement ?

Personnel de vente	Expositions, foires commerciales
Publicité dans la presse	Brochures, catalogues
Publicité dans des journaux d'affaire	InterNet
Envoi direct	Radio, publicité à la télévision
relations publiques	Agents de vente et distributeurs

III.2. Est-ce que votre entreprise exporte ses produits dans d'autres pays ?

OUI ..... NON .....

Si oui, veuillez indiquer ces pays :

.....

III.3. Quelle est la valeur totale estimée de ces exportations pour les années suivantes:

En monnaie locale	Equivalent en Dollars US
1994 .....	.....
1995 .....	.....
1996 .....	.....

III.4. Est-ce que votre entreprise a déjà reçu une assistance technique ou financière d'aide à l'exportation de ses produits ?

OUI ..... NON .....

Si oui, veuillez indiquer les organisations et le type d'assistance

Organisation	Type d'assistance
.....	.....
.....	.....
.....	.....

**IV. FORMATION**

IV.1. Est-ce que votre entreprise utilise un programme formel de formation pour le personnel.

OUI ..... NON .....

Si oui, veuillez préciser lequel :

- procédés de fabrication
- technologies de fabrication avancée
- conception de produits
- gestion de la qualité
- transfert de technologie
- information technologique ; exemple de traitement de texte, bases de données
- étude de marché
- technique
- vente
- développement de la gestion
- contrôle de la gestion financière
- administration des systèmes
- InterNet
- courrier électronique
- aucun
- autres, à préciser .....

## V. TECHNOLOGIE ET PROCEDES

- V.1. Quelles sont les technologies et procédés employés dans votre entreprise ?
- V.2. Quelles sont les sources des technologies ?

Brevets de sources locales (spécifier lesquels).

Brevets de sources extérieures (trouvées par le biais d'une recherche de technologies, de visites extérieures, voyages d'études, formation, etc.)

Acquises comme une partie de :

- Achat d'équipement
- Joint-venture
- Assistance technique étrangère

Propre adaptation de technologies facilement disponible

Autres, à préciser.....

- 5 -

## V.3 Veuillez indiquer le type de besoins technologique

technologie naissante  
 nouvelle technologie, non encore identifiée  
 technologie spécifique, déjà identifiée  
 technologie améliorée  
 tendances dans le développement technologique  
 recherche, évaluation, choix  
 acquisition/transfert  
 adaptation  
 machinerie/équipement  
 pièces de rechange  
 autres, à préciser .....

## V.4. Si vous deviez avoir de nouveaux équipement pour une usine ou des procédés, veuillez indiquer vos trois premiers choix, exemple : usine de traitement de l'eau, machines CNC, équipements d'emballage.

## V.5. Mécanismes utilisés pour être à jour sur le développement technologique

Acquisition de l'information à travers les centres d'information (lesquels)  
 .....

Accès au service d'information en lignes, InterNet ou base de données sur CD-ROM

Littérature technique (journaux, livres, catalogues)

Ateliers locaux/séminaires/conférences

Voyages d'études, séminaires à l'étranger/conférences

Contact avec les institutions de R/D et les universités

Chaines d'acquéreurs de produits

Fournisseurs d'équipement

Renseignements d'entreprise

Appui à travers le partenariat en joint-venture

Autres à préciser.....

## VI. FINANCES ET ADMINISTRATION

## VI.1. Votre entreprise possède t-elle un plan d'affaires ?

OUI..... NON .....

Si oui, ce plan couvre :

6 mois

12 mois

2 ans

5 ans

VI.2. Comment ce plan d'affaire est-il fréquemment mis à jour ?

VI.3.. Qui est responsable de la planification des affaires ?

VI.4 Si vous étiez entrain de considérer l'achat d'équipements nouveaux, lesquelles de ces sources de financement devriez-vous vous attendre à utiliser ? Classer par ordre d'importance

- fonds propres
- banque locale
- porteurs d'actions
- agences d'appui ou secteur public local
- joint-venture avec des entreprises étrangères
- assistance gouvernementale
- organisations internationales
- amis et/ou relations
- autres, à préciser .....

## VII. BESOINS D'INFORMATIONS SUR LES AFFAIRES

VII.1. Est-ce que votre entreprise est intéressée par des informations sur :

- les autres entreprises
- les produits/services par d'autres entreprises
- institutions d'affaires et de technologie (ex. : chambres de commerce)
- banques
- compagnies d'assurance
- représentants, distributeurs agréés de compagnies étrangères dans les pays
- les gens de l'industrie et des affaires ("qui est qui")
- l'industrie et les affaires locales et experts étrangers/consultants
- opportunités d'affaires (demandes offerts)
- partenariat
- opportunités de travail (deamandes, offertes)
- opportunités de formation
- tendances
- assistance étrangère
- réglementation de l'autorité locale et étrangère
- tarifs douaniers et autres coûts du commerce extérieur
- procédures douanières
- marchés locaux et étrangers

- 7 -

taux de change courants  
services de transports  
marchandises volées (véhicules, camions, machineries, etc.)  
manifestations professionnelles (foires, expositions, séminaires)  
liaisons aériennes et ferroviaires  
hotels, agences de voyages, restaurants  
évènements sociaux  
prévision du temps (météo)  
guide des spectacles  
autres, à préciser .....